

Penser l'après Covid : Le pouvoir de la destruction créative

Philippe Aghion
Professeur au Collège de France

Philippe Aghion est économiste. Il a enseigné à l'université Harvard, à la London School of Economics et à l'École d'économie de Paris. Il est depuis octobre 2015 professeur au Collège de France. Il est également membre du Cercle des économistes et associé à l'Ecole d'économie de Paris.

La crise Covid 19 a bouleversé notre monde de façon nouvelle et inattendue. Elle a aussi conduit à une contraction jamais vue depuis la seconde guerre mondiale de la croissance, et à gonfler les dettes publiques au-delà de l'imaginable. Elle a mis en évidence, de façon diverse selon les pays, les faiblesses et insuffisances de nos économies. Le développement de la pauvreté et des inégalités a repris.

Beaucoup s'interrogent sur les conséquences de cette crise, sur les capacités de nos sociétés à poursuivre la croissance passée, ou même à inventer de nouvelles voies, notamment pour contrer le dérèglement climatique.

Philippe Aghion est de ceux qui pensent que ce processus de destruction est une opportunité de création de nombreuses voies de croissance : « *Plutôt que de vouloir dépasser le capitalisme, il faut chercher à mieux le réguler ... mais comment diriger cette destruction créatrice vers l'objectif d'une croissance plus verte et juste ? Comment faire que les innovateurs d'hier n'utilisent pas leurs rentes pour empêcher de nouvelles innovations ?* »

Renouveler l'approche de Schumpeter

Renouvelant l'approche de Joseph Schumpeter, Philippe Aghion vient de publier avec Céline Antonin et Simon Bunel le livre : « **Le pouvoir de la destruction créatrice** ». Critiquant la théorie néo-classique développée par Robert Solow qui ne prendrait pas en compte les pouvoirs de l'innovation à faire changer les équilibres économiques, ils proposent une nouvelle approche. Celle-ci peut-elle s'appliquer à cette période de crise, unique, et permettre de gérer l'après Covid ?

Son intervention s'appuie sur le livre cité ci-dessus et reprend en grande partie les cours au Collège de France sur la croissance et l'innovation en tentant de tirer les premiers enseignements de la crise du Covid 19.

En introduction, Philippe Aghion veut répondre au discours dominant, pessimiste et résigné, lié à la situation actuelle : le COVID serait durable, voire insurmontable. Les inégalités s'accroissent inexorablement, la mondialisation va nous marginaliser, préoccupations auxquelles s'ajoute l'angoisse du réchauffement climatique qui nous condamnerait à la décroissance. Mais selon lui, la destruction créatrice qui a permis dans le passé une croissance à des niveaux de prospérité inimaginables il y a deux cent ans peut nous faire sortir de l'impasse du COVID. Ainsi, qui aurait cru que la technique expérimentale de l'ARN messenger conduirait en moins d'un an à la diffusion massive de vaccins ? La décroissance ne serait pas non plus la solution à la crise du climat, comme l'a montré le fait que la décroissance de 30% du PIB n'a conduit qu'à une baisse de 8% des émissions de CO2.

Destruction créatrice et innovations

Pour rappel, la destruction créatrice est le processus par lequel de nouvelles innovations viennent constamment remplacer des technologies et activités existantes. Schumpeter avait noté la contradiction inhérente à ce processus. L'innovation est motivée par la perspective de rentes, mais ces rentes conduisent ensuite à empêcher l'innovation. PA et ses co-auteurs proposent de dépasser ce pessimisme de Schumpeter et de le remplacer par un « optimisme de combat ».

Le processus de destruction créatrice permet d'expliquer certaines grandes énigmes de l'histoire économique, de remettre à plat certaines idées reçues et enfin de repenser l'avenir du capitalisme.

Comment expliquer le décollage industriel au 19^e siècle en Europe ? On trouve dans l'histoire des exemples d'essor économique comme celui qu'a connu Venise. Ils ont été limités dans le temps. Schumpeter explique que le véritable décollage industriel est apparu au 19^{ème} siècle pour 3 grandes raisons : la liberté de circulation des idées (universités libres, imprimerie...), le développement du droit de propriété des inventions, la concurrence entre les pays européens où les inventions pouvaient circuler.

Les révolutions technologiques successives de la vapeur, puis de l'électricité et enfin des technologies de l'information (TIC) ont conduit à des « technologies génériques » qui se sont diffusées progressivement à tous les secteurs de l'économie.

Cette diffusion massive ne s'est pas accompagnée d'un chômage de masse comme le craignaient notamment les ouvriers de ces secteurs qui s'y sont opposés violemment (révolte des luddites en Angleterre contre les machines à vapeur, par exemple). De fait, les entreprises qui innoveraient se développent et créent de l'emploi et ce, dans des proportions plus importantes que la baisse d'emploi générée par le déclin des entreprises qui n'innoveraient pas.

On observe néanmoins une stagnation de la croissance aux Etats-Unis depuis 2005, alors qu'elle avait été très forte surtout dans les secteurs qui produisent et utilisent les TIC. Au départ, les entreprises à l'origine de la révolution des TIC, ont stimulé la croissance de la productivité mais le développement de ces entreprises « superstar », les « GAFAM », en envahissant tous les secteurs, en inhibant la concurrence ont ensuite eu un effet négatif sur la croissance et découragent maintenant l'innovation. Il s'agit donc d'un problème de politique de concurrence aux USA qui ne s'est pas adaptée à cette nouvelle situation. D'où la nécessité de l'intervention de l'Etat et de la société civile. Il faudrait ainsi réformer la législation pour surmonter ce problème. La politique de Joe Biden semble s'orienter en ce sens.

La théorie permet aussi d'expliquer les nombreux exemples de pays émergents (Argentine, Japon, Corée du Sud) qui ont connu une période de forte croissance suivie d'une stagnation ou d'un déclin. C'est une illustration du dilemme schumpétérien : les grandes entreprises qui ont innové deviennent des obstacles à l'innovation en formant des conglomérats qui influent sur la politique pour maintenir leurs avantages. Seules des réformes structurelles peuvent contrecarrer cette situation.

Les innovations profitent-elles à tous ?

Certains économistes soulignent un lien entre innovation et inégalités. Cependant, la mise en évidence du lien dépend de la mesure des inégalités de revenus. Si l'on observe le top 1% des revenus les plus élevés, leur revenu augmente en effet fortement sous l'effet de l'innovation (travaux de Piketty). En observant la répartition des revenus mesurée par le coefficient de Gini, ce n'est pas ou beaucoup moins le cas. L'étude des données relatives à la production, la qualité des brevets et à la distribution des revenus dans les différents états américains pendant la période 1975-2010 illustre ces constats. L'innovation crée également de la mobilité sociale.

Philippe Aghion revient sur quelques idées reçues, telles que « taxer les robots protège l'emploi ». Dans le livre (chapitre 3) les auteurs présentent les résultats de travaux de recherche sur les entreprises françaises qui automatisent plus. Elles créent de l'emploi car elles deviennent plus productives et étendent leur marché et donc leurs ventes. L'effet positif sur l'emploi l'emporte sur l'effet de substitution ou de destruction d'emploi dans les entreprises qui n'automatisent pas.

Impôts et emplois

Il considère que l'impôt n'est pas le seul levier pour rendre la croissance plus inclusive. L'impôt est évidemment un levier important. Ainsi, les Etats-Unis ont raison d'augmenter l'impôt sur le capital car il est trop faible actuellement. A l'inverse, en France on a eu raison de le baisser et de le rapprocher des pays scandinaves car il était trop haut. A partir de l'analyse des zones d'emploi aux Etats-Unis, les co-auteurs ont estimé une corrélation très fortement positive entre innovation, en particulier des entrants, et mobilité sociale. Les entreprises innovantes paient mieux, augmentent davantage les salaires, promeuvent mieux au sein de l'entreprise et forment mieux leurs salariés.

Philippe Aghion s'oppose ici à Thomas Piketty, pour lequel l'innovation n'existe pas, les riches étant des rentiers. Pour Philippe Aghion, les riches peuvent être soit des innovateurs, soit des rentiers. Il faut encourager les uns et empêcher les autres d'inhiber l'innovation. Il faut veiller notamment au financement des campagnes politiques, aux lobbys etc. L'Etat doit donc utiliser d'autres leviers en plus de la fiscalité, comme développer la concurrence et investir dans l'éducation, la santé, la recherche et les infrastructures.

Une autre idée reçue serait que le recours aux barrières douanières est le seul moyen de reconquérir nos chaînes de valeur. A partir de l'exemple des importations et exportations de produits COVID comparée entre la France et l'Allemagne, on voit que la France a stagné et que l'Allemagne a un excédent commercial. La France a délocalisé là où l'Allemagne a innové. Il faut adosser la politique industrielle à l'innovation, ce qui n'empêche pas des barrières douanières contre le dumping social et environnemental, mais plutôt à l'échelle européenne.

La décroissance n'est pas une solution, il faut repenser le capitalisme

Philippe Aghion s'oppose aussi à l'idée que la décroissance serait la seule solution face au réchauffement climatique. Pour lui, l'exemple réel en a été l'effet sur le CO2 de la crise du COVID bien inférieur à la baisse de la croissance. Il faut développer des brevets verts. Or, les entreprises qui ont développé des techniques polluantes ne vont pas spontanément innover dans les technologies vertes. D'où la nécessité d'une action de l'Etat par le biais de la taxe carbone, par exemple, mais aussi d'une politique industrielle verte. Les consommateurs et la société civile ayant aussi un grand rôle à jouer.

Enfin, il considère qu'il faut repenser le capitalisme. Le Covid a agi comme un révélateur des forces et faiblesses des différentes économies. Ainsi, il a mis en évidence le modèle social déficient aux États-Unis. Il y a déjà plus de 500 000 morts du COVID, beaucoup de gens ont perdu leur travail et par conséquent leur couverture sociale. Le taux de pauvreté et les inégalités se sont donc accrus alors qu'ils ont peu augmenté en Allemagne et dans les autres pays européens. Joe Biden réagit très bien maintenant et sa réponse est une révolution.

A l'inverse, si les européens ont un modèle social protecteur, leur écosystème n'encourage pas suffisamment la recherche et l'innovation. La crise du COVID a montré que l'innovation en Europe et en particulier en France ne fonctionne pas bien. Les américains ont réussi en moins d'un an à transformer une technologie encore expérimentale en un vaccin produit en masse. Si nous n'y sommes pas parvenu, ce n'est pas par hasard, mais faute d'un écosystème favorable et d'une recherche fondamentale suffisamment développée. Aux États-Unis, dans le domaine des vaccins et biotechnologies, existent plusieurs institutions qui fournissent de gros financements, des universités très bien dotées ainsi que beaucoup de Capital Risque et des structures gouvernementales très efficaces : la DARPA (Defense Advanced Research Projects Agency) et la BARDA (Biomedical Advanced Research and Development Authority).

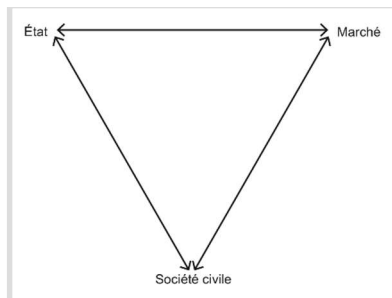
Pour des états investisseurs

La DARPA a été créée pendant la guerre froide pour développer les projets dans le domaine de la défense. Le budget vient du ministère de la défense mais il est géré de façon autonome par des chefs d'équipe nommés pour 3 ans qui s'appuient ensuite sur des partenariats public-privé. La BARDA est plus récente, mais repose sur le même principe dans le domaine des biotechnologies. C'est ainsi pour les vaccins anti COVID que des financements ont été apportés à de nombreux laboratoires en concurrence, en prenant tous les risques pour eux et en développant des usines avec options pour qu'elles produisent à grande échelle. A titre de comparaison l'Europe a dépensé 4 milliards là où les USA en ont dépensé 12.

L'Europe vient de se doter d'une agence inspirée de ce modèle HERA (Health Emergency Response Authority) qui devrait entrer en service en 2023. C'est peut-être un début mais il faut vraiment rattraper notre retard. En Europe et en France en particulier, il y a énormément à faire de ce point de vue.

Enfin, il y a eu une désindustrialisation excessive en France et un fonctionnement parfois défectueux de l'Etat. La France a trop délocalisé ses chaînes de valeur et ne finance pas assez la recherche fondamentale. Le fonctionnement de l'Etat doit être plus efficace. Philippe Aghion prend l'attestation dérogatoire d'avril, qui a été depuis supprimée, comme exemple de bureaucratie inefficace.

Comment combiner les bons côtés du modèle américain (plus pro-innovation) et du modèle européen (plus protecteur) ?



Ce schéma représente le triangle formé par l'Etat, la société civile et le marché. C'est par l'action des trois que l'on pourra dépasser le pessimisme schumpétérien.

Dans l'exemple du vaccin anti-COVID, les entreprises ont créé le vaccin, aidées par l'Etat et c'est la responsabilisation des citoyens qui permettra de sortir de l'épidémie.

Plus généralement, c'est l'action de ces trois composantes qui peut permettre de réguler le capitalisme et de l'orienter.

Synthèse par Hedda Weissmann

Membre du Cercle